

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KGZ/30

WT/REG/71/1

6 avril 1999

(99-1355)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

### Notification de la République kirghize

La Mission permanente de la République kirghize a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, conformément aux engagements pris dans le Protocole d'accession de la République kirghize.

---

La Mission permanente de la République kirghize a l'honneur de vous informer que l'accord portant adhésion de la République kirghize aux accords provisoires en vue de l'établissement d'une union douanière qui ont été conclus entre le gouvernement de la Fédération de Russie, le gouvernement de la République du Bélarus et le gouvernement de la République du Kazakhstan a été signé le 29 mars 1996 et qu'il est entré en vigueur le 8 octobre 1997.

Les accords provisoires contiennent des dispositions relatives au commerce des marchandises qui revêtent un intérêt pour l'OMC.

Les accords visent à établir une union douanière entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la Fédération de Russie et la République kirghize au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les droits de douane et autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties à l'accord. Il est proposé que la période de transition prévue pour l'application de droits de douane et d'autres réglementations commerciales identiques en substance au commerce réalisé avec des territoires qui ne font pas partie de l'union s'achève en 2003 au plus tard (les textes des accords sont annexés à la présente notification).

---

## **ANNEXE I**

### **ACCORD PORTANT ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE AUX ACCORDS D'UNION DOUANIÈRE**

Les États signataires des accords d'union douanière participant aux accords signés les 6 et 20 janvier 1995, à savoir d'une part la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie, représentées par leur gouvernement et, d'autre part, la République kirghize, représentée par son Cabinet ministériel, ci-après dénommées les parties contractantes,

*Poursuivant* la mise en œuvre de l'Accord portant création de l'union économique du 24 septembre 1993,

*Souhaitant* développer plus avant des relations économiques équilibrées et mutuellement avantageuses,

*Confirmant* leur volonté de respecter les principes, les objectifs et les tâches de l'union douanière,

*Reconnaissant* que la République kirghize a respecté les conditions attachées à l'établissement de l'union douanière définies par la Commission intergouvernementale Bélarus-Kazakhstan-Russie le 22 novembre 1995,

*Sont convenus* de ce qui suit:

#### **Article premier**

La République kirghize adhère aux accords d'union douanière des 6 et 20 janvier 1995 ainsi qu'à la Décision de la Commission intergouvernementale Bélarus-Kazakhstan-Russie relative aux conditions attachées à l'établissement de l'union douanière du 22 novembre 1995.

#### **Article 2**

Les parties contractantes assument pleinement les droits et obligations qui découlent des accords d'union douanière conclus les 6 et 20 janvier 1995 et d'autres instruments en vigueur en ce qui concerne les objectifs, principes, modalités et conditions, ainsi que les étapes et le mécanisme d'établissement et de fonctionnement de l'union douanière.

#### **Article 3**

Les parties contractantes, tenant compte du fait que la République kirghize met en œuvre les engagements pris en vue de constituer un système unique de réglementation de l'activité économique extérieure, d'unifier le commerce extérieur et la législation douanière, et de mettre en place un régime de commerce extérieur unique pour les États membres de l'union douanière en ce qui concerne leurs relations avec les pays tiers, établissent un régime de libre-échange intégral sans exceptions ni restrictions applicables aux relations économiques et commerciales entre les États membres de l'union douanière, à savoir la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la Fédération de Russie et la République kirghize. En ce sens, tous les accords et protocoles visant des exceptions au régime de libre-échange qui ont été conclus précédemment entre les parties contractantes sont considérés comme nuls.

#### **Article 4**

Le présent accord ne préjuge pas du droit de l'une ou l'autre partie contractante d'adopter, conformément au droit international et à sa législation nationale, les mesures nécessaires à la protection de la sécurité de l'État, de l'ordre public, de la santé et de la moralité des personnes, du patrimoine culturel et historique, et des animaux et végétaux rares.

#### **Article 5**

Les différends et désaccords entre les parties contractantes quant à l'interprétation et/ou à l'application des dispositions du présent accord sont résolus par le biais de consultations et/ou de négociations.

#### **Article 6**

Le présent accord n'a aucune incidence sur les effets d'autres accords internationaux conclus par les États membres de l'union douanière qui sont conformes au présent accord.

#### **Article 7**

Chaque partie contractante peut dénoncer le présent accord en notifiant officiellement par écrit à l'autre partie contractante, 12 mois au préalable, son intention de dénoncer le présent accord.

#### **Article 8**

Le présent accord s'applique à titre provisoire à compter de la date de sa signature et entre en vigueur à compter de la date de la dernière notification concernant la mise en œuvre, sur les territoires de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan, de la Fédération de Russie et de la République kirghize, des procédures internes nécessaires à cet effet.

Fait à Moscou, le 29 mars 1996, en un exemplaire rédigé en russe. L'original est conservé dans les archives du gouvernement de la Fédération de Russie, laquelle envoie à chaque État signataire une copie certifiée conforme de l'accord.

**Pour le gouvernement de la  
République du Bélarus**

**Pour le Cabinet ministériel de  
la République kirghize**

**Pour le gouvernement de la  
République du Kazakhstan**

**Pour le gouvernement de la  
Fédération de Russie**

## **ANNEXE II**

### **ACCORD D'UNION DOUANIÈRE**

Le gouvernement du Bélarus et le gouvernement de la Fédération de Russie, d'une part, et le gouvernement de la République du Kazakhstan, d'autre part, ci-après dénommés les parties contractantes,

*Souhaitant* développer plus avant des relations économiques équilibrées et mutuellement avantageuses,

*Manifestant* leur volonté de poursuivre la mise en œuvre de l'Accord portant création de l'union économique du 24 septembre 1993,

*Désireux* d'entreprendre l'établissement d'une union douanière entre eux,

*Sont convenus* de ce qui suit:

#### **Article premier**

Les parties contractantes établissent une union douanière unique dont les objectifs, les principes, les mécanismes et les étapes d'établissement, les modalités de fonctionnement, ainsi que la répartition des droits de douane, des taxes et des prélèvements, les conditions attachées à l'introduction de restrictions temporaires/provisaires et le contrôle douanier sont définis par l'accord d'union douanière conclu entre la Fédération de Russie et le Bélarus le 6 janvier 1995.

#### **Article 2**

Les parties contractantes assument pleinement les droits et obligations qui découlent de l'accord d'union douanière conclu entre la Fédération de Russie et la République du Bélarus le 6 janvier 1995, concernant les objectifs, les principes de fonctionnement, le mécanisme et les étapes d'établissement de l'union douanière, la répartition des droits de douane, des taxes et des prélèvements, les conditions attachées à l'introduction de restrictions temporaires/provisaires et le contrôle douanier. L'activité économique extérieure de la République du Kazakhstan est réglementée conformément à l'Accord sur une procédure unique de réglementation de l'activité économique extérieure conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Kazakhstan le 20 janvier 1995.

#### **Article 3**

Aux fins de la mise en œuvre du présent accord, sur la base d'un accord distinct, les parties contractantes créent un organe exécutif de l'union douanière.

Jusqu'à ce que l'Organe exécutif ait été créé, les parties contractantes se fondent sur les dispositions de l'accord conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement du Bélarus le 6 janvier 1995.

#### **Article 4**

Les parties contractantes sont convenues que l'Accord sur une procédure unique de réglementation de l'activité économique extérieure conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Kazakhstan le 20 janvier 1995 ainsi que le Protocole relatif à l'introduction d'un régime de libre-échange sans exceptions ni restrictions conclu entre la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Kazakhstan le 20 janvier 1995 font partie intégrante du présent accord.

#### **Article 5**

Le présent accord ne préjuge pas du droit de l'une ou l'autre partie contractante d'adopter, conformément au droit international et à sa législation nationale, les mesures nécessaires à la protection de la sécurité de l'État, de l'ordre public, de la santé et de la moralité des personnes, du patrimoine culturel et historique, et des animaux et végétaux rares.

#### **Article 6**

Les différends et désaccords entre les parties contractantes quant à l'interprétation et/ou à l'application des dispositions du présent accord sont résolus par le biais de consultations.

#### **Article 7**

Le présent accord n'a aucune incidence sur les effets d'autres accords internationaux conclus par les États membres de l'union douanière qui sont conformes au présent accord.

#### **Article 8**

Chaque partie contractante peut dénoncer le présent accord en notifiant officiellement par écrit à l'autre partie contractante, 12 mois au préalable, son intention de dénoncer le présent accord.

#### **Article 9**

Le présent accord s'applique à titre provisoire à compter de la date de sa signature et entre en vigueur à compter de la date de la dernière notification concernant la mise en œuvre, sur le territoire du Bélarus, de la Fédération de Russie et de la République du Kazakhstan, des procédures internes nécessaires à cet effet.

Fait à Moscou, le 20 janvier 1995, en un exemplaire rédigé en russe. L'original est conservé dans les archives du gouvernement de la Fédération de Russie, laquelle envoie à chaque État signataire une copie certifiée conforme de l'accord.

**Pour le gouvernement du Bélarus**

**Pour le gouvernement de la  
République du Kazakhstan**

**Pour le gouvernement de la  
Fédération de Russie**

### ANNEXE III

#### ACCORD D'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET LA RÉPUBLIQUE DU BÉLARUS

Le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Bélarus, ci-après dénommés les parties contractantes,

*Aspirant* à développer plus avant des relations économiques équilibrées et mutuellement avantageuses,

*Désireux* de promouvoir d'avantage les droits et les libertés de l'homme et du citoyen dans ces pays en se fondant sur les principes démocratiques énoncés dans les documents des Nations Unies,

*Reconnaissant* les normes internationales généralement acceptées qui régissent les relations économiques et compte tenu des règles du GATT/de l'OMC,

*Confirmant* leur attachement au développement sans entrave d'une coopération économique mutuelle,

*Exprimant* leur intention de poursuivre la mise en œuvre des dispositions de l'Accord portant création de l'union économique en établissant progressivement une union douanière,

*Se fondant* sur l'article 4 de l'Accord portant création de l'union économique, lequel prévoit, pour toute forme d'intégration, l'élaboration d'un ensemble de mesures liées entre elles dont la mise en œuvre doit être conforme à divers accords,

*Reconnaissant* que certains résultats ont été obtenus dans le cadre de l'Accord sur une procédure unique de réglementation de l'activité économique extérieure conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Bélarus le 12 avril 1994 (à Moscou), et

*S'efforçant* de définir les engagements et les droits des parties contractantes en établissant progressivement l'union douanière,

*Sont convenus* de ce qui suit:

#### **Article premier. Objectifs et principes de l'union douanière**

1. Les parties contractantes déclarent que les objectifs de la création de l'union douanière sont les suivants:

- faire en sorte, par le biais d'une action concertée, que leurs pays réalisent des progrès sociaux et économiques en supprimant les obstacles entre les États, en vue d'une libre coopération économique entre les entités commerciales;
- garantir la stabilité du développement économique, le libre-échange des produits de base et une concurrence loyale;
- renforcer la coordination de la politique économique de leurs pays et garantir le développement intégral de l'économie nationale;
- créer les conditions nécessaires pour constituer un espace économique unique;

- créer les conditions nécessaires pour que les États membres de l'union douanière intègrent activement le marché mondial.
2. Les parties contractantes définissent l'union douanière comme l'unification économique des États, fondée sur les principes suivants:
- a) existence d'un territoire douanier unique pour les États membres de l'union douanière. La création d'un territoire douanier unique suppose:
    - la suppression des droits de douane, des taxes et prélèvements d'effet équivalent, ainsi que des restrictions quantitatives au commerce, entre les parties contractantes des marchandises originaires de leurs territoires;
    - l'instauration et l'application aux pays tiers d'un même régime de commerce, d'un tarif douanier commun, et des mêmes mesures de réglementation non tarifaire du commerce extérieur;
    - la création d'un mécanisme concernant les relations de l'union douanière avec les pays tiers et les organisations internationales, fondé sur les dispositions de l'Accord sur une procédure unique de réglementation de l'activité économique extérieure conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Bélarus le 12 avril 1994;
  - b) existence d'un mécanisme unique de réglementation de l'économie reposant sur des principes de gestion axés sur le marché et sur une législation unifiée.

## **Article 2. Mécanisme et étapes d'établissement de l'union douanière**

1. Les parties contractantes mettent en œuvre un ensemble de mesures liées entre elles aux fins de la création de l'union douanière qui comprend obligatoirement les éléments suivants:

- 1.1 Première étape: Mise en œuvre pratique du mécanisme de fonctionnement de l'accord portant création de la zone de libre-échange du 15 avril 1994 et, en premier lieu, suppression des restrictions tarifaires et quantitatives au commerce mutuel, conformément au Protocole sur l'établissement d'un régime de libre-échange sans exceptions ni restrictions conclu entre la Fédération de Russie et la République du Bélarus le 6 janvier 1995, lequel fait partie intégrante du présent accord.

Les restrictions au commerce mutuel sont éliminées en appliquant l'Accord sur une procédure unique de réglementation de l'activité économique extérieure conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Bélarus le 12 avril 1994, en créant des systèmes de réglementation des relations économiques extérieures (et de réglementation tarifaire et non tarifaire) pleinement identiques, ainsi qu'en mettant en place le même régime commercial, un tarif douanier commun et les mêmes mesures de réglementation non tarifaire à l'égard des pays tiers.

- 1.2 L'unification, dans un délai de quatre mois à compter de la date de la signature du présent accord, de la législation en matière de commerce extérieur, de douanes, de devises et de finances, de fiscalité et de toute autre législation ayant une incidence sur l'activité économique extérieure, concerne notamment les domaines suivants:
- les conditions économiques dans lesquelles se déroule la gestion sur la base de principes axés sur le marché qui offrent des possibilités et des garanties identiques aux entités commerciales des parties contractantes;

- la politique en matière de fixation des prix;
  - la réglementation et le contrôle des changes;
  - le contrôle des exportations;
  - la concurrence déloyale et les pratiques commerciales restrictives;
  - la propriété intellectuelle.
- 1.3 La création du mécanisme concernant les relations de l'union douanière avec les pays tiers et les organisations internationales repose sur la délégation de pouvoirs pertinents à l'une des parties contractantes.
2. Les parties contractantes organisent les travaux relatifs à l'unification de la législation nationale régissant l'activité économique. Les parties contractantes sont tenues de se communiquer mutuellement les textes des lois en vigueur, ainsi que d'expliquer et de préciser la teneur de leurs dispositions relatives à la réforme de l'économie nationale.
3. Les parties contractantes mettent en place les pratiques réglementaires et garantissent l'uniformité des méthodes utilisées pour:
- créer des mécanismes de contrôles fiables en vue d'interdire la réexportation des marchandises non autorisées vers les pays tiers;
  - établir des relations pour le paiement et la liquidation des transactions commerciales et non commerciales sur une base bilatérale et multilatérale;
  - appliquer la réglementation unique régissant les relations économiques extérieures avec les pays tiers;
  - unifier les conditions économiques dans lesquelles se déroulent la gestion;
  - maintenir des statistiques douanières concernant le commerce extérieur;
  - mettre en œuvre des contrôles douaniers fiables aux frontières extérieures des parties contractantes.
4. Deuxième étape: Lorsque toutes les mesures prévues dans le cadre de la première étape auront été mises en œuvre, unification des territoires douaniers des parties contractantes en un territoire douanier unique et résolution des questions relatives à la capacité juridique internationale de l'union douanière et à l'avenir des accords internationaux actuellement en vigueur.
5. Les parties contractantes appliquent les bases de la législation douanière des États membres de la Communauté des États indépendants, approuvées par le Conseil des chefs de gouvernement de la Communauté le 10 décembre 1994.
6. Les parties contractantes appliquent une méthode unique en matière de statistiques douanières relatives au commerce extérieur des États membres de la Communauté des États indépendants, approuvée par le Conseil des chefs de gouvernement de la Communauté le 10 décembre 1994.
7. Les parties contractantes appliquent les règles régissant la détermination de l'origine des marchandises approuvées par le Conseil des chefs de gouvernement des États de la Communauté le 24 septembre 1993, ainsi que les modifications et ajouts qui y ont été apportés ultérieurement.
8. Les parties contractantes appliquent l'Accord sur la réexportation des marchandises et sur les procédures relatives à l'octroi de permis d'exportation, signé à Moscou le 15 avril 1994.
9. Les parties contractantes peuvent, par consentement mutuel et tant que le présent accord est en vigueur, donner des définitions plus précises de la teneur et des modalités d'application des diverses mesures concernant les étapes mentionnées dans le présent article.



### **Article 3. Organisation des travaux relatifs à la création de l'union douanière**

Aux fins de la création de l'union douanière, les parties contractantes recourent au mécanisme de consultations bilatérales et/ou multilatérales en ce qui concerne les questions soulevées au sujet des objectifs, principes, conditions et étapes de la création de l'union douanière.

### **Article 4. Répartition des droits de douane et des taxes et prélèvements d'effet équivalent**

1. Les montants des droits de douane à l'importation et des taxes et prélèvements d'effet équivalent auxquels sont assujetties les marchandises originaires du territoire d'un pays tiers sont portés au budget de l'État de la partie contractante qui se trouve être le pays de destination des marchandises.

2. Les montants des droits de douane à l'exportation et des taxes et prélèvements d'effet équivalent auxquels sont assujetties les marchandises originaires du territoire d'un pays tiers et exportées du territoire d'une partie contractante vers le territoire de l'autre partie contractante sont portés au budget de l'État de la partie contractante qui exporte ces marchandises.

3. Les montants des droits de douane à l'exportation et des taxes et prélèvements d'effet équivalent auxquels sont assujetties les marchandises exportées du territoire de l'une ou l'autre partie contractante vers un pays tiers:

- a) s'agissant des marchandises originaires du territoire de l'une ou l'autre partie contractante, sont portés au budget de l'État de la partie contractante de laquelle ces marchandises sont originaires, conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 3 du présent article;
- b) s'agissant des marchandises produites sur le territoire de l'une ou l'autre partie contractante en utilisant des matières premières et/ou des matériaux originaires du territoire de l'une ou l'autre partie contractante, sont portés au budget respectif des États des parties contractantes desquelles ces marchandises sont originaires, conformément à la répartition des montants des droits de douane à l'exportation qui a été convenue;
- c) s'agissant des marchandises originaires du territoire d'un pays tiers, sont portés au budget de l'État de la partie contractante qui exporte ces marchandises.

4. Les parties contractantes coordonnent les modalités relatives à l'imposition mutuelle de droits de douane et de taxes et prélèvements d'effet équivalent.

### **Article 5. Modalités et conditions attachées à l'introduction de restrictions temporaires/provisoires**

1. Les restrictions temporaires aux échanges mutuels au moyen de mesures tarifaires, quantitatives ou d'autres mesures équivalentes s'appliquent uniquement:

- en cas de grave pénurie du produit en question sur le marché intérieur, jusqu'à ce que la situation du marché se stabilise;
- en cas de grave déficit de la balance des paiements, jusqu'à ce que la situation de la balance des paiements se stabilise;

- lorsqu'un produit est importé sur le territoire de l'une ou l'autre partie contractante en quantité tellement accrue ou à des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents.
2. Avant que d'éventuelles mesures restrictives soient prises dans les cas où cela est apparu nécessaire, les parties contractantes doivent s'échanger des renseignements pertinents en vue de consultations. Des consultations ont lieu dans les moindres délais afin de rechercher une solution acceptable pour les parties contractantes.
3. Si, à la suite de ces consultations, les parties contractantes ne parviennent pas à un accord en ce qui concerne les mesures à prendre pour remédier à la situation actuelle dans un délai de 45 jours à compter de la date à laquelle elles ont obtenu les renseignements pertinents, la partie contractante qui a demandé la tenue de consultations pourra adopter des restrictions dans la mesure et pendant le temps nécessaires pour prévenir ou réparer le dommage.
4. Dans des circonstances critiques, lorsqu'un délai risque de causer un dommage difficilement réparable, les parties contractantes peuvent prendre les mesures mentionnées dans le présent article avant de procéder aux consultations, pour autant que celles-ci aient lieu immédiatement après l'adoption de ces mesures.
5. Les restrictions à l'importation ou à l'exportation provisoires/temporaires qui doivent être introduites à la date à laquelle elles ont été adoptées par l'une des parties contractantes doivent être notifiées à l'autre partie contractante dans les plus brefs délais.
6. Les parties contractantes poursuivent les travaux relatifs à l'unification des fondements normatifs et juridiques afin d'éviter que n'apparaissent les conditions responsables de l'introduction de restrictions tarifaires et/ou quantitatives au commerce mutuel.
7. Les parties contractantes contrôlent l'exportation (l'importation) des marchandises soumises à des contingents et des licences.

#### **Article 6. Contrôle douanier**

1. Les parties contractantes doivent assurer l'unité de la gestion de leurs services des douanes en se fondant sur l'accord pertinent conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Bélarus.
2. Compte tenu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties contractantes doivent:
- mettre en place un contrôle conjoint du transfert des marchandises et des véhicules. Les modalités d'un tel contrôle sont régies par des arrangements individuels (protocoles) entre les administrations douanières des parties contractantes;
  - supprimer le contrôle douanier aux frontières communes en garantissant un contrôle d'une fiabilité absolue aux frontières extérieures.

### **Article 7. Exceptions**

Le présent accord ne préjuge pas du droit de l'une ou l'autre partie contractante d'adopter, conformément au droit international et à sa législation nationale, les mesures nécessaires à la protection de la sécurité de l'État, de l'ordre public, de la santé et de la moralité des personnes, du patrimoine culturel et historique, et des animaux et végétaux rares.

### **Article 8. Dispositions finales**

1. Tous les différends et désaccords entre les parties contractantes quant à l'interprétation et/ou à l'application des dispositions du présent accord sont résolus par le biais de consultations.
2. Le présent accord n'a aucune incidence sur les effets d'autres accords internationaux conclus par les parties contractantes qui sont conformes au présent accord; en cas de besoin, les parties contractantes sont tenues de mettre ces accords en conformité avec le présent accord.
3. Toute partie contractante peut dénoncer le présent accord en notifiant officiellement par écrit à l'autre partie contractante, 12 mois au préalable, son intention de dénoncer l'accord.
4. Le présent accord s'applique à titre provisoire à compter de la date de sa signature et entre en vigueur à compter de la date à laquelle les parties contractantes se notifient mutuellement qu'elles ont mené à bien toutes les procédures internes nécessaires.
5. Tout État membre de la Communauté des États indépendants qui accepte les dispositions du présent accord en vigueur au moment de son adhésion et qui fait part de sa volonté de s'y conformer pleinement peut adhérer au présent accord. L'adhésion a lieu avec le consentement des parties contractantes selon des modalités et conformément à des procédures définies dans un accord distinct conclu avec un État candidat à l'adhésion.

Fait le 6 janvier 1995, à Minsk, en deux exemplaires originaux rédigés en russe et en biélorusse, les deux textes faisant également foi.

**Pour le gouvernement de  
la Fédération de Russie**

**Pour le gouvernement de la  
République du Bélarus**

---